

KIRGHIZISTAN

Civil Initiative on Internet Policy
Tattu Mambetalieva et Zlata Shramko
www.gipi.kg



Situation du pays

Le Kirghizistan (ou la République kirghize) est un pays de 199 900 kilomètres carrés qui compte une population d'un peu plus de 5 millions d'habitants. Situé dans le nord-est de l'Asie centrale, il possède des frontières avec la Chine, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, ce qui en fait un pays totalement enclavé. Le pays est surtout montagneux (93 %) et l'altitude moyenne est de 2 750 mètres au-dessus du niveau de la mer. L'altitude la plus haute est de 7 439 mètres (Peak Pobedy) et la plus basse de 394 mètres.

Après l'indépendance en 1991, le Kirghizistan a mis en œuvre un certain nombre de grands projets pour établir un réseau de communication numérique et donner aux Kirghiz l'accès au réseau mondial de communication. Malgré ces efforts, environ 30 % des zones rurales n'ont toujours pas de service téléphonique. Le nombre des abonnés au réseau mobile augmente constamment, même si le service reste toujours limité. Pour surmonter ce problème, un programme d'accès universel a été lancé. Il comprend des centres électroniques et un projet d'accès rural visant à réduire la fracture numérique entre les régions rurales et urbaines.

La pénétration de l'internet au Kirghizistan s'améliore chaque année, une évolution facilitée par l'élimination de nombreuses barrières réglementaires et la création de centres d'accès public et de cafés internet. Le nombre des services téléphoniques internet abordables est aussi en augmentation constante.

Alors que le marché des ordinateurs et de l'équipement de télécommunication est bien développé, celui des logiciels l'est moins. La grande quantité de logiciels contrefaits et des lacunes dans la surveillance des processus de développement des logiciels présentent de graves problèmes pour ce secteur.

Les médias de masse sont raisonnablement développés au Kirghizistan. Des centaines de villes et de villages éloignés reçoivent un signal de télévision depuis la mise en œuvre d'un projet de télévision par satellite. Mais les difficultés à obtenir suffisamment de fréquences pour la radiodiffusion, de même que certaines contraintes et pressions financières, influent sur la variété de l'information publique, son indépendance et la couverture nationale.

L'accès à l'information gouvernementale est également problématique : l'information est rare et sa diffusion se heurte souvent à des difficultés bureaucratiques complexes.

L'expérience du Kirghizistan est originale dans la mesure où sa politique de technologies de l'information et de la communication (TIC) a été formulée en collaboration. Le pays a adopté une stratégie nationale intitulée Technologies

de l'information et de la communication pour le développement en République Kirghiz. Malgré certaines critiques, ce document a joué un rôle historique fondamental pour faire comprendre le rôle des TIC comme outil de travail au service du développement et de l'unification de parties prenantes dispersées. Une communauté des TIC véritablement multilatérale, forte et concertée représentée par le secteur privé, les acteurs de la société civile et les institutions gouvernementales, est en mesure de définir les orientations du développement, de créer une nouvelle stratégie efficace et de préparer des moyens d'action concrets.

La Loi sur les télécommunications adoptée en 1998 est déjà désuète. En effet, elle ne permet pas de régulation indépendante, freine l'arrivée d'une véritable concurrence sur le marché et ne suit pas l'évolution technologique. Par conséquent, une nouvelle loi est en préparation. Le processus est unique en son genre : pour la première fois, le secteur privé affirme ses droits dans le cadre de réformes législatives. Mais il reste encore à attirer des conseillers internationaux qui contribuent à formuler les bonnes politiques de télécommunication.

Accès, coûts et volonté politique

L'importance des TIC pour le niveau de vie et le développement se manifeste par les efforts déployés dans de nombreux pays pour assurer l'égalité d'accès aux infrastructures de télécommunication, aux services et aux produits de TIC. Les approches en matière d'accès universel varient d'un pays à l'autre selon la situation politique et économique et les infrastructures.

L'important pour le Kirghizistan est de définir un ensemble de services universels adaptés à la capacité du pays. À cet égard, il est important de respecter l'équilibre entre les priorités stratégiques du développement économique et la construction d'un État social.

Téléphonie

Le pays compte environ 428 000 lignes de téléphone primaires : 349 000 téléphones résidentiels et 79 000 téléphones d'affaires. Le nombre des téléphones payants est passé à 1 545 soit une multiplication par 3,5 par rapport à 2002, où le nombre total était de 432 pour tout le pays.

Le réseau de téléphone local est assuré principalement par l'opérateur national JSC Kyrgyztelecom. Au cours des années, Kyrgyztelecom a lancé un certain nombre de projets pour créer une infrastructure moderne de télécommunication numérique. Pourtant, il y a un an, il n'y avait que 84 lignes fixes pour 1 000 habitants. Ce ratio relativement faible s'explique par le fait que presque les deux tiers

de la population habitent dans des régions montagneuses. Actuellement, presque 30 % des 6 000 localités situées dans les régions rurales n'ont pas le téléphone.

L'offre d'un service de téléphonie fixe local n'est pas rentable pour Kyrgyztelecom, en raison des bas prix fixés pour la capitale, Bishkek et les régions éloignées – les prix sont inférieurs aux coûts. Les pertes sont nettement plus fortes dans les régions rurales en raison du coût élevé de l'exploitation et des prix encore plus bas pour l'utilisateur final. La facture téléphonique annuelle de la population urbaine se situe entre 12,60 et 15,50 dollars (hors taxes) et dans les régions rurales entre 4,70 et 7 dollars. La nécessité de subventionner la téléphonie locale oblige Kyrgyztelecom à recourir à l'interfinancement, d'où des tarifs plus élevés pour les appels interurbains par rapport à ce que peuvent offrir d'autres opérateurs.

Ces autres opérateurs – comme Saima-Telecom et Winline – peuvent faire concurrence à Kyrgyztelecom pour la tarification des appels interurbains et internationaux. Les services interurbains et internationaux sont actuellement assurés par 15 opérateurs. La part de marché de Kyrgyztelecom diminue constamment alors que d'autres opérateurs de réseau utilisent son infrastructure à divers degrés pour offrir leurs propres services. Les autres opérateurs de ligne fixe offrent surtout leurs services à Bishkek et sa région et ciblent les clients les plus riches.

Par exemple, le réseau de Saima-Telecom couvre environ 40 % de la ville. La compagnie offre ses services au moyen d'un câble de fibre optique. Depuis 2005, elle offre une connectivité internet par ligne d'abonné numérique asymétrique (ADSL). En 2006, elle a lancé un projet de réseau de nouvelle génération à Bishkek qui unifie des services comme la téléphonie traditionnelle, la téléphonie IP et l'accès internet large bande.

Un autre opérateur de téléphonie fixe, Winline, est propriétaire d'un grand réseau de communication et peut offrir des services téléphoniques locaux et interurbains au moyen de terminaux de téléphone sans fil alimentés indépendamment. La compagnie offre des services aux résidents de Bishkek et de la région de Chui, surtout autour de la capitale. Les experts estiment que les opérateurs alternatifs exploitent ensemble au moins 5 000 lignes de téléphone.

Communications mobiles

Depuis quelques années, le Kirghizistan connaît une croissance rapide des communications mobiles. Selon les données officielles de l'Union internationale des télécommunications (UIT), en 1999, le nombre des utilisateurs de réseau mobile ne dépassait pas 2 600, alors qu'il s'élevait à 263 400 en 2004, 541 700 en 2005 et plus de 560 000 en 2006.

Malgré ce développement considérable, l'adoption du mobile dans le pays reste relativement faible. Le chiffre de 2006 ne représente toujours que 10 % de la population. Lorsque les services de communication mobile sont apparus au Kirghizistan dans les années 1990, seules les

personnes aux revenus les plus élevés pouvaient se le permettre. Progressivement, avec la concurrence, les téléphones cellulaires sont maintenant à la portée du plus grand nombre.

On compte actuellement au Kirghizistan neuf fournisseurs officiels de service mobile. Six d'entre eux sont opérationnels. Chaque année, la concurrence devient plus rude pour obtenir la clientèle des groupes les moins solvables de la population et les revenus des opérateurs de réseau mobile par utilisateur baissent constamment. Le coût moyen d'un appel de 10 minutes sur un téléphone portable dans les mêmes réseaux va de six à 20 cents (selon le tarif, la zone et la catégorie d'appel), un tarif abordable pour l'ensemble de la population.

Le marché des nouveaux services mobiles se développe très rapidement, notamment les services de messagerie multimédia (MMS) et l'accès par protocole d'application sans fil (WAP) qui permettent de télécharger de la musique et des vidéos, de recevoir des cartes postales et autres informations par abonnement au SMS, et de prendre part à des jeux par SMS. Il est à noter que pour le moment, il existe très peu de sites web WAP dans le domaine .kg et que les abonnés utilisent surtout les sites d'information et de divertissement russes.

Internet

Le nombre total des internautes au Kirghizistan a augmenté chaque année de 100 000 personnes en moyenne depuis quelques années. Aujourd'hui, ils sont plus de 550 000, c'est-à-dire qu'un Kirghiz sur 10 utilise l'internet. À noter cependant que le nombre des utilisateurs réguliers n'est que de 150 000. Le segment de l'accès commuté stagne alors que le nombre d'abonnements large bande ADSL augmente. Le nombre total des abonnés, tous fournisseurs de service internet confondus, est estimé à 16 000. Environ 10 000 d'entre eux sont des entreprises. Le coût horaire de l'internet par accès commuté se situe entre 0,40 et 0,80 dollar (hors taxes) le jour et entre 0,10 et 0,30 dollar (hors taxes) la nuit. Mais le revenu mensuel moyen du Kirghizistan reste très bas (environ 60 dollars) ce qui représente le principal facteur socioéconomique freinant la croissance. Un autre obstacle au développement est le faible niveau de propriété d'ordinateurs personnels : l'Expert Consulting Agency estime qu'il n'y a que 80 000 ordinateurs personnels dans le pays.

Plus de 150 centres offrent l'accès public à l'internet, notamment des cafés internet et des centres d'accès public gratuits. Ces derniers, ainsi qu'un nombre élevé d'établissements d'enseignement qui offrent l'accès public, sont financés par des donateurs internationaux et contribuent à augmenter le nombre des internautes dans le pays.

Matériel et logiciels

Les marchés du matériel et des logiciels sont très différents au Kirghizistan : le marché des logiciels est beaucoup moins développé. Alors que les Kirghiz ont la possibilité

d'utiliser la majorité des tout derniers logiciels et programmes, parfois même avant d'autres pays, selon les experts, 99 % de ces logiciels sont piratés. Il semble que l'explication à cette situation n'est pas une résistance de la part des utilisateurs d'acheter des produits légaux, mais le simple fait qu'ils ne peuvent pas se le permettre en raison de leurs ressources financières limitées.

L'autre raison qui explique le manque de développement de ce marché est l'absence d'un système de gouvernance des logiciels : l'installation des logiciels dans les entreprises et même au gouvernement se fait de façon ponctuelle. Quant aux logiciels libres, ils ne sont utilisés que par une poignée d'entreprises.

Des projets ciblés de promotion et de diffusion des logiciels libres ont été lancés. Par exemple, une initiative de développement des logiciels libres appelée *Free and Open Source Software Support in the Kyrgyz Republic*¹, a créé des cours de formation à l'intention notamment des organisations non-gouvernementales et des établissements d'enseignement. La localisation des logiciels libres est également utilisée pour encourager leur utilisation, y compris dans les écoles.

Facteurs touchant l'accès physique à la technologie

- Géographie : le Kirghizistan étant un pays essentiellement montagneux et certaines régions étant très difficiles à rejoindre, les coûts de déploiement des télécommunications sont élevés.
- Forte concentration des services de télécommunication dans la capitale : 80 % des services TIC sont offerts à Bishkek, la capitale, où habite 20 % de la population. Les 20 % restants sont offerts dans les régions où habite 80 % de la population (la moitié dans des villes et des villages).
- Faible densité des lignes téléphoniques dans les régions rurales : la télédensité rurale est de 1,5 à 2 %, soit quatre à cinq fois moins que la moyenne du pays (8 %) et 12 à 16 fois moins que la capitale (25 %).
- Développement disproportionné du réseau internet : le niveau de pauvreté étant considérablement plus élevé dans les régions éloignées, plus un village est éloigné de la capitale et moins il y a de clients. Certaines régions sont donc relativement peu rentables pour les opérateurs.

- Qualité médiocre des services : la qualité des services offerts dans les régions (comme la stabilité de la communication cellulaire, la qualité des signaux de télévision et de radio, le transfert, etc.) est bien moins bonne que dans la capitale en raison d'une infrastructure moins développée.
- Coût élevé des services de télécommunication : la capacité d'achat de la population est un facteur important. Les tarifs élevés des services internationaux et interurbains (malgré la restructuration des services internationaux, interurbains et locaux) limitent l'accès pour de nombreux Kirghiz.
- Insuffisance de l'accès généralisé aux installations de communication sans fil : en dehors des lignes fixes, les autres services de communication sont rarement utilisés et pas toujours efficacement.

Mesures à prendre

Plusieurs tentatives ont été faites pour favoriser l'accès universel. Des fournisseurs ont notamment lancé un fonds pour financer la création de centres de communication dans les régions rurales et éloignées. Mais cette initiative a échoué malgré l'installation d'une trentaine de centres. En effet, ces centres n'étaient pas de nature commerciale ni autosuffisants. Les opérateurs assumaient la plus grande part des coûts et la plupart ont fermé lorsque les fonds se sont taris.

Un autre modèle, tenté avec l'aide de l'agence de développement international des États-Unis (USAID), consistait à établir des centres internet et d'organiser des cours d'informatique payants. Ce projet a mieux réussi puisque ces centres sont devenus autosuffisants, mais leur expansion reste très lente car les fournisseurs n'étendent pas leurs réseaux aux régions et aux villages éloignés.

Pour en arriver à un accès universel au Kirghizistan, il est essentiel que l'un des acteurs clés des TIC, gouvernement ou secteur privé, exerce une volonté politique. L'un ou l'autre doit assumer la responsabilité du développement de l'accès aux TIC dans le pays et prendre les engagements voulus.

La loi actuelle ne prévoit pas l'accès universel. Pour le moment, les chefs de gouvernement se contentent de faire des déclarations sur la priorité de l'accès universel, mais les propositions concrètes se font attendre. ■

1 www.unix.kg

Références

- Association of Communication Operators, Association of Internet Clubs, Civil Initiative on Internet Policy, *Public Expertise and Systematization of the Current Legislation of the Kyrgyz Republic in the Information and Communication Technology Sector*, 2004.
- Centre d'information publique sous l'administration du président de la République kirgyze (Общественный Информационный Центр при Управлении делами Президента Кыргызской Республики), *Обзор состояния сектора ИКТ в Кыргызстане 2006*
- Civil Initiative on Internet Policy, *Kirghizistan ICT Overview*, Bishkek, CIIP, 2006. Voir à : www.internetpolicy.kg
- Civil Initiative on Internet Policy, *Kyrgyzstan Overview: Country report for the OpenNet Initiative project*, Bishkek, CIIP, 2007. Voir à : www.internetpolicy.kg
- Ershova, T. et Hohlov, Y, *Global Internet Policy Initiative Contribution to Information and Communication Technology Application for Development in Kyrgyz Republic: Case Study*, 2006
- Expert Consulting Agency, *Analysis of the Information and Communication Technology (ICT) Sector of Kirghizistan*, Bishkek, Expert Consulting Agency, 2004.
- Gouvernement du Kirghizistan, Национальная стратегия «Информационнокоммуникационные технологии для развития Кыргызской Республики» (Décret présidentiel « Sur la stratégie nationale pour les technologies de l'information et de la communication au service du développement dans la République kirgyze »), 2002. Voir à : www.gov.kg/index.php?name=EZCMS&menu=2906&page_id=105
- ICT Council under the President of the Kyrgyz Republic and United Nations Development Programme (PNUD), *Information and Communication Technologies (ICT) Industry Survey in Kirghizistan*, Bishkek, PNUD, 2003.
- National Statistical Committee, *Current State of ICT Development and Use in the Kyrgyz Republic: 2001-2004*, Bishkek, NSI, 2005.
- Nations Unies, *Global E-Government Readiness Report 2005: From E-Government to E-Inclusion*, New York, Nations Unies, 2005. Voir à : unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/un/unpan021888.pdf
- Soros Foundation Kirghizistan, *Approaches to Telecommunications Services Affordability Policy Development in Kirghizistan: Materials and Recommendations*, Bishkek, Soros Foundation Kirghizistan, 2003.
- UIT (Union internationale des télécommunications), *Rapport sur la société de l'information dans le monde 2006*, Genève, UIT, 2006.